

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Dit besluit is van toepassing op de instellingen die bestonden vóór zijn inwerkingtreding.

In afwijking van het eerste lid :

1° is artikel 5 niet van toepassing op bestaande instellingen;

2° zijn de artikelen 24 en 25 van toepassing op bestaande instellingen tot uiterlijk 1 januari 2009.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 33. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 juni 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1820

[2005/201989]

**7 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en « vrac »**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis 37.452/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux dépôts de gaz butane et/ou propane et leurs mélanges comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous sous une pression supérieure à 100 kPa ou 1 bar en réservoirs fixes non réfrigérés lorsque le volume total des réservoirs est inférieur ou égal à 3 000 l pour les réservoirs aériens et à 5 000 l pour les réservoirs enterrés visés par la rubrique 63.12.07.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° réservoir : ensemble constitué d'un récipient équipé de ses accessoires de sécurité et de ses accessoires sous pression tel que défini à l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression;

2° réservoir fixe : réservoir destiné à contenir des gaz et qui est alimenté sans être déplacé;

3° réservoir aérien : réservoir situé en totalité au-dessus du sol environnant et dont l'enveloppe extérieure est en contact avec l'air;

4° réservoir enterré : réservoir dont la totalité de l'enveloppe extérieure est en contact avec la terre environnante excepté le puits;

5° dépôt : stockage constitué par un ou plusieurs réservoirs fixes contenant du gaz;

6° capacité du dépôt : la capacité totale en litres d'eau des réservoirs mis en dépôt;

7° zone de sécurité : zone comprise au-delà du réservoir et délimitée par un cercle de trois mètres de rayon centré sur la soupape de sécurité ou sur la chambre de visite;

8° périmètre de sécurité : zone située à l'intérieur d'un périmètre distant de 3 mètres par rapport au réservoir ou de la chambre de visite;

9° écran de sécurité : écran destiné à protéger le dépôt d'un incendie extérieur ou de l'allumage d'un nuage de gaz en cas de fuite du réservoir;

10° organisme notifié : organisme notifié conformément à l'arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures d'évaluation de conformité;

11° service extérieur de contrôle technique (SECT) : service agréé conformément à l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail;

12° installation : ensemble composé du réservoir, des tuyauteries et accessoires jusqu'aux robinets d'isolement des appareils d'utilisation;

13° matériau incombustible : matériau qui au cours d'un essai normalisé durant lequel il est exposé à un échauffement extérieur ne révèle aucune manifestation extérieure indiquant un dégagement notable de chaleur;

14° établissement existant : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les établissements dont les demandes d'autorisation sont introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Les réservoirs ne répondant aux prescriptions de l'article 2, 3° et 4°, sont interdits.

Art. 4. § 1^{er}. L'installation des réservoirs dans des espaces confinés est interdite et notamment :

1° à l'intérieur d'un bâtiment;

2° dans un espace couvert;

3° dans des fosses;

4° à l'intérieur d'une enceinte fermée sur plus de la ½ du périmètre, lorsque celle-ci se trouve dans la zone de sécurité et pour autant que tout autre mur soit distant d'au moins 5 mètres du réservoir.

§ 2. Les réservoirs ne peuvent pas être installés sur le toit d'un bâtiment.

§ 3. L'installation de réservoirs superposés est interdite. Aucune construction ou équipement autres que ceux nécessaires à l'installation ne peuvent se trouver à la verticale du réservoir.

Art. 5. Toute installation électrique est interdite dans la zone de sécurité.

Toutefois, il est possible de déroger à l'alinéa premier moyennant le respect des articles 105 et suivants relatifs aux risques d'explosion en atmosphères gazeuses explosives du Règlement général sur les installations électriques.

Tout réservoir aérien est mis à la terre de manière à permettre l'écoulement des charges d'électricité statique.

Section 2. — *Implantation du réservoir*

Sous-section 1^{re} — Réservoir aérien

Art. 6. Les accessoires des réservoirs à l'exception de la soupape de sécurité et de la jauge de niveau, sont couverts d'un capot de protection non étanche à l'air.

Art. 7. Les réservoirs sont protégés contre l'action des rayons solaires ou le rayonnement de sources de chaleur quelconques. A cet effet, une peinture réfléchissante ou une surface réfléchissante peut être utilisée.

Les teintes de peintures qui satisfont à cette exigence en ce qui concerne le rayonnement solaire sont : Blanc RAL 9010, Vert pâle RAL 6019, Aluminium RAL 9006.

Art. 8. Le réservoir est posé sur un socle horizontal, stable et incombustible. Le socle peut être constitué par une dalle horizontale, ou par deux traverses horizontales, en béton, d'épaisseur suffisante pour assurer la stabilité du réservoir.

Dans les zones inondables, l'ancrage du réservoir est garanti dans tous les cas et notamment en cas d'inondation.

Art. 9. § 1^{er}. La distance de sécurité minimum mesurée en projection horizontale, qui sépare les réservoirs de certains lieux ou équipements est fournie dans le tableau suivant :

Lieux et équipements	Distance en mètres
Limites de propriété, de voie publique, d'un avaloir, galerie ou puits non munis d'un système coupe-gaz	3
Ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu	5
Stockage aérien pouvant générer un incendie important	10
Stockage aérien ne pouvant pas générer un incendie important	5

Les stockages aériens pouvant générer un incendie important sont des stockages aériens de produits combustibles dont le flux thermique en cas d'incendie est supérieur à 8 kW/m² ainsi que des magasins contenant du bois, du papier, des résines, des fibres synthétiques ou végétales, des peintures, des colles, des solvants ou tous objets manufacturés associant ces matériaux.

Les stockages aériens ne pouvant pas générer un incendie important sont tous les autres stockages aériens.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, la distance de sécurité peut être calculée en ligne directe pour les ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu.

Art. 10. Les distances visées à l'article 9 peuvent être réduites s'il y a entre le réservoir et les lieux ou équipements visés ci-dessus interposition d'un écran de sécurité pour autant que la distance mesurée en contournant horizontalement cet écran, soit au moins égale à celle donnée dans le tableau visé à l'article 9.

Toutefois, la distance visée à l'article 9 entre le réservoir et un stockage pouvant générer un incendie important ne peut être réduite à moins de trois mètres.

Art. 11. L'écran de sécurité est constitué en maçonnerie ou en béton d'une épaisseur respective de 18 et 10 centimètres ou en d'autres matériaux présentant une résistance au feu équivalente. Cet écran est plein.

L'écran de sécurité a une hauteur minimum d'1,5 mètre et dépasse la partie supérieure du réservoir d'au moins 0,5 mètre. Les dimensions de cet écran telles que la hauteur et la longueur sont déterminées de manière à garantir la protection du réservoir contre tout rayonnement thermique d'un incendie éventuel.

Art. 12. Un passage libre d'au moins un mètre est prévu autour du réservoir.

Art. 13. Les réservoirs sont protégés par des structures ou des reliefs de terrain capables d'empêcher toute collision ou tout choc avec des véhicules.

Les tuyauteries sont protégées contre toute collision par des dispositifs adéquats.

Art. 14. Le réservoir ne peut être placé en-dessous d'un câble électrique aérien Haute Tension tel que visé à l'article 4 du Règlement général sur les installations électriques.

Art. 15. Dans la zone de sécurité d'un réservoir, la présence d'avaloirs, d'égouts ou de raccordement à l'égout est interdite, sauf s'ils sont munis d'un coupe-gaz dont le fonctionnement est assuré dans toutes les circonstances.

Sous-section 2. — Réservoir enterré

Art. 16. Le réservoir est fixé de manière telle que :

1° celui-ci est solidement fixé par des brides métalliques à un radier rigide dont le poids est suffisant pour empêcher le soulèvement des réservoirs lorsque ceux-ci sont vides. Toute technique équivalente est admise;

2° toute circulation de véhicule et d'engin lourd est interdite au-dessus de celui-ci;

3° une couche de terre de minimum 50 centimètres recouvre le réservoir hors équipement.

On peut déroger au point 3° moyennant l'installation d'une protection mécanique interposée entre le réservoir et la surface du sol. Dans tous les cas, la couche de terre ne peut être inférieure à 30 centimètres.

Art. 17. Les réservoirs sont équipés d'une chambre de visite.

Art. 18. La chambre de visite et les accessoires sont facilement accessibles. Une plaque de couverture ou autre est mise en place afin de protéger les accessoires de tout dommage.

Art. 19. § 1^{er}. La distance de sécurité minimum mesurée en projection horizontale, qui sépare les soupapes et/ou la bouche de remplissage des réservoirs de certains lieux et équipements est fournie dans le tableau suivant :

Lieux et équipements	Distance en mètres
Limites de propriété, de voie publique	3
Ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu	5

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, la distance de sécurité peut être calculée en ligne directe pour les ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu.

Art. 20. Les distances visées à l'article 19 peuvent être réduites s'il y a entre les soupapes et/ou la bouche de remplissage du réservoir et les lieux ou équipements visés ci-dessus interposition d'un écran de sécurité pour autant que la distance mesurée en contournant horizontalement cet écran, soit au moins égale à celle donnée dans le tableau visé à l'article 19.

Art. 21. L'écran de sécurité est constitué en maçonnerie ou en béton d'une épaisseur respective de 18 et 10 centimètres ou en d'autres matériaux présentant une résistance au feu équivalente. Cet écran est plein.

L'écran de sécurité a une hauteur minimum d'1,5 mètre.

Art. 22. Un passage libre d'au moins un mètre est prévu autour de la chambre de visite.

Art. 23. Les tuyauteries sont protégées contre toute collision par des dispositifs adéquats.

Art. 24. Dans la zone de sécurité d'un réservoir, la présence d'avaloirs, d'égouts ou de raccordement à l'égout est interdite, sauf s'ils sont munis d'un coupe-gaz dont le fonctionnement est assuré dans toutes les circonstances.

Section 3. — Construction du réservoir

Art. 25. § 1^{er}. Les réservoirs fabriqués, mis sur le marché et mis en service pour la première fois à partir du 29 mai 2002 sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

§ 2. Les réservoirs fabriqués, mis sur le marché et mis en service pour la première fois avant le 29 novembre 1999 sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

§ 3. Les réservoirs fabriqués, mis sur le marché et mis en service pour la première fois entre le 29 novembre 1999 et le 28 mai 2002 sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges ou de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

§ 4. Les modifications des caractéristiques originales de conception et d'utilisation du réservoir telles que la pression, la température, le niveau de remplissage, les caractéristiques de la soupape de sécurité, les conditions d'utilisation sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

Section 4. — Montage et raccordement des tuyauteries et de leurs accessoires

Art. 26. § 1^{er}. Les tuyauteries et leurs accessoires reliant le réservoir au robinet d'arrêt de chaque appareil d'utilisation sont soumises aux exigences de la norme NBN D51-006 relative aux installations alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 3 bar. Une attestation des tuyauteries selon le modèle de l'annexe B de la norme NBN N51-006 est fournie par l'installateur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, les tuyauteries installées avant la date d'entrée en vigueur de la norme NBN D51-006, dont question ci-dessus, sont couvertes par un certificat visé à l'article 17.8 de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges ou par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

§ 3. La norme NBN D51-006 est applicable dans tous les cas de modifications de tuyauteries et/ou de leurs accessoires.

CHAPITRE III. — Exploitation*Section 1^{re}. — Mise en service*

Art. 27. § 1^{er}. Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant fait contrôler les éléments suivants par un SECT :

- 1° la déclaration;
- 2° la présence du marquage « CE » ou du certificat de réception du réservoir vis-à-vis d'une norme définie à l'article 25;
- 3° l'attestation de tuyauterie ou le certificat visé à l'article 26;
- 4° les distances de sécurité visées aux articles 9 et 19;
- 5° la présence d'une notice d'instruction du réservoir requise par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression;
- 6° la réalisation d'un test d'étanchéité de l'installation, conformément à l'article 9.2.2. de la Norme NBN D51-006;
- 7° le respect des prescriptions visés aux articles 8 et 16.

§ 2. L'installation est mise en service et le réservoir reçoit sa charge utile de gaz à la délivrance du rapport attestant le respect des prescriptions du paragraphe premier.

Art. 28. L'exploitant fait vérifier la mise en place du réservoir enterré par un SECT, et cette vérification porte sur :

- 1° la couche de protection du réservoir;
- 2° le placement correct des anodes éventuelles;
- 3° la fixation du réservoir;
- 4° la couverture de terre du réservoir.

Section 2. — Entretien

Art. 29. L'exploitant est tenu de maintenir l'installation en bon état et de remédier à toute défectuosité de celle-ci. Il y a lieu notamment de :

- 1° couper toute végétation envahissant l'installation;
- 2° de maintenir en bon état le revêtement de protection des réservoirs aériens visé à l'article 7;
- 3° de respecter les prescriptions requises dans la notice d'instruction requise par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression;
- 4° ne pas employer les soupapes de sécurité à d'autres fins que celle de protéger le réservoir.

Art. 30. Toute intervention sur l'installation ne peut être effectuée que par du personnel qualifié.

CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

Art. 31. Toute fuite de gaz est immédiatement réparée. De même, tout début d'incendie est immédiatement signalé au service d'incendie territorialement compétent.

Art. 32. Dans le périmètre de sécurité, il est interdit :

- 1° de fumer, de faire du feu tel que notamment un barbecue et d'utiliser des appareils à flammes ou à feu nu;
- 2° d'entreposer des produits inflammables ou combustibles;
- 3° de maintenir la présence d'herbes sèches et broussailles.

Art. 33. Dans la zone de sécurité, il est interdit d'utiliser des appareils électriques et GSM non sécurisés pour les atmosphères explosives.

Art. 34. En cas de travaux à effectuer dans la zone de sécurité, la vanne de sortie du réservoir est fermée.

Art. 35. Les dangers liés aux gaz et les précautions d'usage sont clairement indiqués au moyen d'un pictogramme apposé au moins sur le réservoir et toujours visible depuis le chemin d'accès principal.

CHAPITRE V. — Contrôle et surveillance

Art. 36. L'exploitant fait vérifier le fonctionnement de l'installation par un SECT. Ce contrôle est effectué au moins tous les cinq ans et après chaque réparation de l'installation.

L'exploitant s'assure que, lors du contrôle effectué par le SECT, ce dernier :

- 1° contrôle l'absence de produits inflammables ou combustibles dans le périmètre de sécurité;
- 2° vérifie l'absence de fuite aux accessoires du réservoir et l'état général de la partie visible de l'installation;

3° s'assure que toutes les modifications éventuelles apportées à l'installation ont été effectuées conformément aux articles 25 et 26;

4° contrôle les dispositifs de sécurité.

Les soupapes de sécurité sont remplacées et/ou retardées au moins tous les 10 ans;

5° recherche la corrosion externe des réservoirs aériens et des tuyauteries aériennes;

6° vérifie le respect des distances de sécurité visées aux articles 9 et 19;

7° teste l'étanchéité de l'installation à la pression de service et à sa demande, le contrôle est complété par une épreuve hydraulique ou avec une mise en pression avec un gaz inerte;

8° vérifie l'existence des documents suivants :

a) la déclaration;

b) la présence du marquage « CE » ou le certificat de réception du réservoir vis-à-vis d'une norme définie à l'article 25;

c) l'attestation des tuyauteries ou le certificat visé à l'article 26;

d) la notice d'instruction du réservoir requise par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

Art. 37. L'exploitant fait contrôler l'éventuelle protection cathodique par un SECT.

Art. 38. § 1^{er}. Lors de chaque contrôle, l'exploitant exige du SECT qu'il dresse un rapport écrit sur les prescriptions visées aux articles 36 et/ou 37 et leurs résultats.

§ 2. En cas de manquements constatés, le SECT fait état de ceux-ci dans son rapport et fixe le délai pendant lequel le réservoir peut encore être utilisé avec sécurité, avant d'être soumis à un nouveau contrôle.

§ 3. Dans le cas de manquement grave, ayant un impact direct sur la sécurité des lieux et du voisinage, le SECT remet une copie de son rapport à l'exploitant du réservoir et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le SECT indique les éventuels travaux à réaliser sur l'installation, le délai dans lequel ces travaux doivent être effectués avant d'être soumis à un nouveau contrôle et l'éventuelle interdiction de remplissage du réservoir.

Art. 39. L'exploitant tient les plans de l'installation, les certificats, les rapports visés aux articles 27 et 38 à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 40. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 14 et la ligne 4 du tableau de l'article 9 ne sont pas applicables aux établissements existants.

Art. 41. L'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges est abrogé pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté.

Art. 42. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 43. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1820

[2005/201989]

**7. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Bestimmung der gesamten Bedingungen in Bezug auf die Lager für flüssiges Erdöl in «grösseren Behältern»**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1968 über die Lagerung von verflüssigtem kommerziellem Propan- oder Butangas beziehungsweise verflüssigten Propan- oder Butangasmischungen in ortsfesten, ungekühlten Behältern;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.452/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die Lager für komprimiertes Butan- und/oder Propangas und deren Mischungen anwendbar, die verflüssigt oder aufgelöst unter einem Druck von mehr als 100 kPa oder 1 bar in ungekühlten ortsfesten Behältern gelagert sind, wenn das Gesamtvolumen der Behälter 3 000 Liter bei den oberirdischen Behältern und 5 000 Liter bei den eingegrabenen Behältern nicht überschreitet, gemäß der Rubrik 63.12.07.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1^o Behälter: aus einem mit seinem Sicherheitszubehör und seinem unter Druck stehenden Zubehör ausgerüsteten Behälter gebildetes Gefüge, so wie im Königlichen Erlass vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte bestimmt;

2^o ortsfester Behälter: Behälter, der dazu bestimmt ist, Gase zu enthalten, und der aufgefüllt wird, ohne bewegt zu werden;

3^o oberirdischer Behälter: Behälter, der völlig über dem umgebenden Boden liegt und dessen Außenwand in Kontakt mit der Luft steht;

4^o eingegrabener Behälter: Behälter, dessen ganze Außenwand in Kontakt mit der umgebenden Erde mit Ausnahme der Grube steht;

5^o Lager: aus einem oder mehreren ortsfesten, Gas enthaltenden Behälter(n) bestehende Speicherung;

6^o Lagerkapazität: die in Litern Wasser gemessene Gesamtkapazität der zur Speicherung dienenden Behälter;

7^o Sicherheitsbereich: Bereich über den Behälter hinaus, der mittels eines Kreises mit einem Radius von drei Metern, dessen Zentrum das Sicherheitsventil oder die Besichtigungskammer ist, bestimmt ist;

8^o Sicherheitsumkreis: Bereich, der innerhalb eines Umkreises liegt, der drei Meter vom Behälter oder von der Besichtigungskammer entfernt ist;

9^o Sicherheitswand: Wand, die dazu bestimmt ist, das Lager gegen einen externen Brand oder gegen das Entzünden einer Gaswolke zu schützen, falls der Behälter undicht ist;

10^o benannte Einrichtung: gemäß dem Königlichen Erlass vom 31. März 1995 über die Zulassung von Einrichtungen, die bei der Kommission der Europäischen Gemeinschaften im Hinblick auf die Anwendung bestimmter Verfahren zur Konformitätsbewertung benannt werden, benannte Einrichtung;

11^o auswärtiger Dienst für die technische Kontrolle: Dienststelle, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 29. April 1999 über die Zulassung von auswärtigen Diensten für die technischen Kontrollen am Arbeitsplatz zugelassen ist;

12^o Anlage: aus dem Behälter, den Rohrleitungen und dem Zubehör bis zu den Absperrventilen der Anwendungsgeräte bestehendes Gefüge;

13^o unbrennbarer Werkstoff: Werkstoff, der während eines genormten Tests, bei dem er einer externen Erhitzung ausgesetzt wird, kein externes Zeichen gibt, das eine nennenswerte Hitzeentwicklung angibt;

14^o bestehender Betrieb: die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigten Betriebe oder die Betriebe, deren Betreibung durch eine Genehmigung gedeckt ist, die infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellt worden ist, sowie die Betriebe, deren Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beantragt worden ist.

KAPITEL II — Standort und Bau

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 3 - Behälter, die den Vorschriften von Artikel 2, 3^o und 4^o nicht genügen, sind verboten.

Art. 4 - § 1 - Das Aufstellen der Behälter in geschlossenen Räumen ist verboten; dies insbesondere:

1^o im Inneren eines Gebäudes;

2^o in einem bedeckten Raum;

3^o in Gruben;

4^o in einem Bereich, der auf mehr als ½ seines Umkreises geschlossen ist, wenn er in dem Sicherheitsbereich steht und wenn jegliche andere Mauer mindestens 5 Meter vom Behälter entfernt ist.

§ 2 - Die Behälter dürfen nicht auf dem Dach eines Gebäudes installiert werden.

§ 3 - Es ist verboten, Behälter aufzustapeln. Kein Gebäude oder keine Ausrüstung, das bzw. die nicht für die Anlage notwendig ist, darf sich senkrecht über dem Behälter befinden.

Art. 5 - Jegliche elektrische Anlage ist im Sicherheitsbereich verboten.

Es kann jedoch von dem ersten Absatz unter Einhaltung der die Explosionsgefahr in explosionsfähigen gashaltigen Atmosphären betreffenden Artikel 105 ff. der Allgemeinen Ordnung über Elektrizitätsanlagen abgewichen werden.

Jeglicher oberirdische Behälter wird geerdet, so dass jede statische Aufladung abgeleitet werden kann.

Abschnitt 2 — Standort des Behälters

Unterabschnitt 1 — Oberirdischer Behälter

Art. 6 - Das Zubehör der Behälter, ausschließlich des Sicherheitsventils und der Niveauanzeige, wird mittels einer nicht-luftdichten Abdeckhaube geschützt.

Art. 7 - Die Behälter sind gegen die Sonnenstrahlen oder die Strahlung von irgendwelchen Wärmequellen geschützt. Zu diesem Zweck kann eine reflektierende Farbe oder Fläche verwendet werden.

Die Farbtöne, die dieser Anforderung in Bezug auf die Sonnenstrahlen genügen, sind: weiß RAL 9010, hellgrün RAL 6019, Aluminium RAL 9006.

Art. 8 - Der Behälter liegt auf einem waagerechten, standfesten und unverbrennbaren Sockel. Der Sockel kann aus einer waagerechten Platte oder aus zwei waagerechten Querstücken, die aus Beton gefertigt und dick genug sind, um die Stabilität des Behälters zu sichern.

In den überschwemmbar Gebieten muss die Verankerung des Behälters in allen Fällen und insbesondere bei Überschwemmung gewährleistet sein.

Art. 9 - § 1. Der in Horizontalprojektion gemessene Mindestsicherheitsabstand, der die Behälter von bestimmten Orten oder Ausrüstungen trennt, wird in folgender Tabelle angegeben:

Orte und Ausrüstungen	Abstand in Metern
Eigentumsgrenzen, Grenzen der öffentlichen Straße, eines Ablaufs, Galerie oder Grube, die nicht mit einem Gasabsperresystem versehen sind	3
Öffnungen von Räumlichkeiten ohne Verbot von offenem Feuer	5
Oberirdisches Lager, das einen Großbrand verursachen kann	10
Oberirdisches Lager, das keinen Großbrand verursachen kann	5

Die oberirdischen Lager, die einen Großbrand verursachen können, sind oberirdische Lager von brennbaren Produkten, deren Wärmefluss bei Brand mehr als 8 kW/m^2 beträgt, sowie Lagerräume, die Holz, Papier, Harze, synthetische oder pflanzliche Fasern, Farben, Klebstoffe oder alle anderen Erzeugnisse, die sich aus diesen Materialien zusammensetzen, beinhalten.

Die oberirdischen Lager, die keinen Großbrand verursachen können, sind alle anderen oberirdischen Lager.

§ 2 - In Abweichung vom ersten Absatz kann für die Öffnungen von Räumlichkeiten ohne Verbot von offenem Feuer der Sicherheitsabstand in direkter Linie berechnet werden.

Art. 10 - Die in Artikel 9 erwähnten Entfernungen können verringert werden, falls eine Sicherheitswand zwischen dem Behälter und den oben erwähnten Orten oder Ausrüstungen steht, wenn der bei waagerechtem Umgehen dieser Wand gemessene Abstand mindestens dem in der in Artikel 9 erwähnten Tabelle angegebenen Abstand entspricht.

Jedoch kann der in Artikel 9 erwähnte Abstand zwischen dem Behälter und einem Lager, das einen Großbrand verursachen kann, nicht auf weniger als drei Meter verringert werden.

Art. 11 - Die Sicherheitswand besteht aus Mauerwerk oder aus Beton mit einer Dicke von 18 bzw. 10 Zentimetern oder aus anderen Werkstoffen, die eine gleichwertige Feuerbeständigkeit aufweisen. Diese Sicherheitswand weist keine Öffnungen auf.

Die Sicherheitswand ist mindestens 1,5 Meter hoch und überragt den oberen Teil des Behälters um mindestens 0,5 Meter. Die Abmessungen dieser Sicherheitswand, d.h. deren Höhe und Länge, werden so bestimmt, dass der Schutz des Behälters gegen jegliche thermische Strahlung eines etwaigen Brandes gesichert ist.

Art. 12 - Ein freier Durchgang mit einer Breite von mindestens einem Meter ist um den Behälter vorgesehen.

Art. 13 - Die Behälter werden mittels Geländestrukturen bzw. -reliefs geschützt, die jegliche Kollision oder jeglichen Schock mit Fahrzeugen vermeiden können.

Die Rohrleitungen werden gegen jegliche Kollision mittels angemessener Vorrichtungen geschützt.

Art. 14 - Der Behälter darf nicht unter einem oberirdischen Hochspannungskabel, so wie in Artikel 4 der Allgemeinen Ordnung über Elektrizitätsanlagen erwähnt, aufgestellt werden.

Art. 15 - Im Sicherheitsbereich eines Behälters ist das Vorhandensein von Abläufen, Kanalisationen oder Kanalisationsanschlüssen verboten, es sei denn, sie sind mit einem Gasabsperresystem versehen, dessen Funktionstüchtigkeit unter allen Umständen gewährleistet ist.

Unterabschnitt 2 — Eingrabener Behälter

Art. 16 - Der Behälter wird so befestigt, dass

1° er mittels metallischer Flanschen mit einer starren Bodensohle fest verbunden ist, deren Gewicht ausreichend ist, um das Anheben der Behälter zu vermeiden, wenn diese leer sind. Jegliche andere gleichwertige Technik ist zugelassen;

2° jeder Verkehr von schweren Fahrzeugen bzw. Maschinen über dem Behälter verboten ist;

3° eine mindestens 50 Zentimeter dicke Erdschicht den Behälter mit Ausnahme der Ausrüstung bedeckt.

Von Punkt 3° darf abgewichen werden, wenn eine mechanische Schutzvorrichtung zwischen dem Behälter und der Bodenfläche angebracht ist. Auf jeden Fall darf die Erdschicht nicht weniger als 30 Zentimeter betragen.

Art. 17 - Die Behälter sind mit einer Besichtigungskammer versehen.

Art. 18 - Die Besichtigungskammer und das Zubehör sind leicht zugänglich. Eine Abdeckplatte oder eine andere Platte wird angebracht, um das Zubehör gegen jeglichen Schaden zu schützen.

Art. 19 - § 1 - Der in waagerechten Horizontalprojektion gemessene Mindestsicherheitsabstand, der die Ventile und/oder den Füllstutzen der Behälter von bestimmten Orten und Ausrüstungen trennt, ist in folgender Tabelle angegeben:

Orte und Ausrüstungen	Entfernung in Metern
Eigentums Grenzen, Grenzen der öffentlichen Straße	3
Öffnungen von Räumlichkeiten ohne Verbot von offenem Feuer	5

§ 2 - In Abweichung vom ersten Absatz kann der Sicherheitsabstand für die Öffnungen von Räumlichkeiten ohne Verbot von offenem Feuer, in direkter Linie berechnet werden.

Art. 20 - Die in Artikel 19 erwähnten Entfernungen können verringert werden, falls eine Sicherheitswand zwischen den Ventilen und/oder dem Füllstutzen des Behälters und den oben erwähnten Orten oder Ausrüstungen steht, wenn der bei waagerechtem Umgehen dieser Wand gemessene Abstand mindestens dem in der in Artikel 19 erwähnten Tabelle angegebenen Abstand entspricht.

Art. 21 - Die Sicherheitswand besteht aus Mauerwerk oder aus Beton mit einer Dicke von 18 bzw. 10 Zentimetern oder aus anderen Werkstoffen, die eine gleichwertige Feuerbeständigkeit aufweisen. Diese Sicherheitswand weist keine Öffnungen auf.

Die Sicherheitswand ist mindestens 1,5 Meter hoch.

Art. 22 - Ein freier Durchgang mit einer Breite von mindestens einem Meter ist um die Besichtigungskammer vorgesehen.

Art. 23 - Die Rohrleitungen werden mittels angemessener Vorrichtungen gegen jede Kollision geschützt.

Art. 24 - Im Sicherheitsbereich eines Behälters ist das Vorhandensein von Abläufen, Kanalisationen oder Kanalisationsanschlüssen verboten, es sei denn, sie sind mit einem Gasabsperrungssystem versehen, dessen Funktionstüchtigkeit unter allen Umständen gewährleistet ist.

Abschnitt 3 — Bau des Behälters

Art. 25 - § 1 - Die ab dem 29. Mai 2002 gebauten, auf den Markt gebrachten und zum ersten Male in Betrieb genommenen Behälter entsprechen den Anforderungen des Königlichen Erlasses vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte.

§ 2 - Die vor dem 29. November 1999 gebauten, auf den Markt gebrachten und zum ersten Male in Betrieb genommenen Behälter entsprechen den Anforderungen des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1968 über die Lagerung von verflüssigtem kommerziellem Propan- oder Butangas beziehungsweise verflüssigten Propan- oder Butangasmischungen in ortsfesten, ungekühlten Behältern.

§ 3 - Die zwischen dem 29. November 1999 und dem 28. Mai 2002 gebauten, auf den Markt gebrachten und zum ersten Male in Betrieb genommenen Behälter entsprechen den Anforderungen des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1968 über die Lagerung von verflüssigtem kommerziellem Propan- oder Butangas beziehungsweise verflüssigten Propan- oder Butangasmischungen in ortsfesten, ungekühlten Behältern oder des Königlichen Erlasses vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte.

§ 4 - Die Abänderungen der ursprünglichen Konstruktions- und Benutzungsmerkmale des Behälters wie z.B. der Druck, die Temperatur, das Auffüllniveau, die Merkmale des Sicherheitsventils, die Benutzungsbedingungen entsprechen den Anforderungen des Königlichen Erlasses vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte.

Abschnitt 4 — Installation und Anschluss der Rohrleitungen und ihres Zubehörs

Art. 26 - § 1 - Die Rohrleitungen und ihr Zubehör, wodurch der Behälter mit dem Absperrhahn eines jeden Anwendungsgeräts verbunden ist, unterliegen den Anforderungen der Norm NBN D51-006 bezüglich der mit kommerziellem gasförmigem Butan- bzw. Propangas unter einem Betriebsdruck von maximal 3 bar betriebenen Anlagen. Der Installateur stellt für die Rohrleitungen eine Bescheinigung nach dem Muster der Anlage B der Norm NBN N51-006 aus.

§ 2 - In Abweichung vom ersten Absatz sind die Rohrleitungen, die vor dem Inkrafttretensdatum der oben erwähnten Norm NBN D51-006 installiert wurden, durch eine in Artikel 17.8 des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1968 über die Lagerung von verflüssigtem kommerziellem Propan- oder Butangas beziehungsweise verflüssigten Propan- oder Butangasmischungen in ortsfesten, ungekühlten Behältern erwähnte Bescheinigung oder durch den Königlichen Erlass vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte gedeckt.

§ 3 - Die Norm NBN D51-006 ist bei jeder Abänderung der Rohrleitungen und/oder ihres Zubehörs anwendbar.

KAPITEL III — Bewirtschaftung

Abschnitt 1 — Inbetriebsetzung

Art. 27 - § 1 - Vor der Inbetriebsetzung der Anlage lässt der Betreiber folgende Elemente durch einen auswärtigen Dienst für technische Kontrolle überprüfen:

1° die Erklärung;

2° das Vorhandensein des «EG-Zeichens» oder der Abnahmebescheinigung des Behälters in Bezug auf eine in Artikel 25 bestimmte Norm;

3° die Bescheinigung für Rohrleitungen oder die in Artikel 26 erwähnte Bescheinigung;

4° die in den Artikeln 9 und 19 erwähnten Sicherheitsabstände;

5° das Vorhandensein einer durch den Königlichen Erlass vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte erforderlich gemachten Notiz zur Anwendung des Behälters;

6° die Durchführung eines Dichtigkeitstests der Anlage gemäß Artikel 9.2.2. der Norm NBN D51-006;

7° die Einhaltung der in den Artikeln 8 und 16 erwähnten Vorschriften.

§ 2 - Die Anlage wird in Betrieb genommen und der Behälter erhält seine Gas-Nutzladung bei der Ausstellung des Berichtes, in dem die Einhaltung der Vorschriften des ersten Absatzes bescheinigt wird.

Art. 28 - Der Betreiber lässt das Anlegen des eingegrabenen Behälters durch einen auswärtigen Dienst für technische Kontrolle überprüfen; diese Überprüfung betrifft:

1° die Schutzschicht des Behälters;

2° die richtige Anbringung der etwaigen Anoden;

3° die Befestigung des Behälters;

4° die Abdeckung des Behälters mit Erde.

Abschnitt 2 — Wartung

Art. 29 - Der Betreiber muss die Anlage in gutem Zustand halten und jeden Mangel beheben. Er muss insbesondere:

1° jeden die Anlage überwuchernden Pflanzenwuchs abschneiden;

2° die in Artikel 7 erwähnte Schutzbeschichtung der oberirdischen Behälter in gutem Zustand halten;

3° die Vorschriften einhalten, die in der durch den Königlichen Erlass vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte erforderlich gemachten Anwendungsnotiz festgesetzt werden;

4° das Sicherheitsventil zu keinem anderen Zweck als zum Schutz des Behälters verwenden.

Art. 30 - Jede Arbeit an der Anlage darf nur durch qualifiziertes Personal vorgenommen werden.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 31 - Jedes Gasleck wird sofort behoben. Jeder Feuersausbruch wird ebenso sofort bei dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst gemeldet.

Art. 32 - Innerhalb des Sicherheitsumkreises ist es verboten:

1° zu rauchen, Feuer zu machen und u.a. einen Barbecue-Grill anzuzünden, sowie Geräte mit Flammen oder offenem Feuer zu verwenden;

2° entzündbare oder brennbare Produkte zu lagern;

3° trockenes Gras oder Gestrüpp ungemäht stehen zu lassen.

Art. 33 - Innerhalb des Sicherheitsgebiets ist es verboten, elektrische Geräte und Mobiltelefone zu verwenden, die nicht für die Verwendung in explosionsfähigen Atmosphären vorgesehen sind.

Art. 34 - Falls Arbeiten im Sicherheitsgebiet vorzunehmen sind, wird das Auslassventil des Behälters zugemacht.

Art. 35 - Die mit den Gasen verbundenen Gefahren und die üblichen Vorsichtsmaßnahmen werden deutlich mittels eines mindestens auf dem Behälter angebrachten Piktogramms, das von dem Hauptzugangsweg aus immer gut sichtbar ist, angegeben.

KAPITEL V — Kontrolle und Überwachung

Art. 36 - Der Betreiber lässt die Betriebsfähigkeit der Anlage durch einen auswärtigen Dienst für technische Kontrolle überprüfen. Diese Kontrolle wird mindestens alle fünf Jahre und nach jeder an der Anlage vorgenommenen Reparatur ausgeführt.

Der Betreiber vergewissert sich, dass der auswärtige Dienst für technische Kontrolle bei seiner Kontrolle:

1° das Nichtvorhandensein von entzündbaren oder brennbaren Produkten im Sicherheitsumkreis kontrolliert;

2° das Nichtvorhandensein von Lecken am Zubehör des Behälters und den allgemeinen Zustand des sichtbaren Teils der Anlage überprüft;

3° prüft, ob alle etwaigen an der Anlage angebrachten Abänderungen gemäß den Artikeln 25 und 26 vorgenommen worden sind;

4° die Sicherheitsvorrichtungen kontrolliert.

Die Sicherheitsventile werden mindestens alle 10 Jahre ersetzt und/oder erneut austariert;

5° nach äußerlichen Korrosionsspuren der oberirdischen Behälter und Rohrleitungen sucht;

6° die Einhaltung der in den Artikeln 9 und 19 erwähnten Sicherheitsabstände überprüft;

7° die Dichtigkeit der Anlage unter dem Betriebsdruck überprüft; auf dessen Anforderung hin wird die Kontrolle durch eine hydraulische Prüfung oder eine Unterdrucksetzung mit einem inerten Gas ergänzt;

8° das Vorhandensein der folgenden Dokumente überprüft:

a) die Erklärung;

b) das Vorhandensein des «EG-Zeichens» oder die Abnahmebescheinigung des Behälters in Bezug auf eine in Artikel 25 bestimmte Norm;

c) die Bescheinigung der Rohrleitungen oder die in Artikel 26 erwähnte Bescheinigung;

d) die Anweisungsnotiz des Behälters, die durch den Königlichen Erlass vom 13. Juni 1999 zur Ausführung der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 29. Mai 1997 über die Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedsstaaten über Druckgeräte erforderlich gemacht wird.

Art. 37 - Der Betreiber lässt den etwaigen kathodischen Schutz durch einen auswärtigen Dienst für technische Kontrolle überprüfen.

Art. 38 - § 1 - Bei jeder Kontrolle besteht der Betreiber darauf, dass der auswärtige Dienst für technische Kontrolle einen schriftlichen Bericht über die in den Artikeln 36 und/oder 37 erwähnten Vorschriften und deren Ergebnisse erstellt.

§ 2 - Werden Mängel festgestellt, so erwähnt der auswärtige Dienst für technische Kontrolle sie in seinem Bericht und setzt er die Frist fest, während deren der Behälter noch in aller Sicherheit verwendet werden kann, bevor er erneut kontrolliert wird.

§ 3 - Im Falle eines schwerwiegenden Mangels, der eine direkte Auswirkung auf die Sicherheit des Standortes und der Nachbarschaft hat, händigt der auswärtige Dienst für technische Kontrolle dem Betreiber des Behälters und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Abschrift seines Berichtes aus.

Der auswärtige Dienst für technische Kontrolle gibt die etwaigen an der Anlage durchzuführenden Arbeiten, die Frist, innerhalb deren diese Arbeiten auszuführen sind, bevor eine neue Kontrolle stattfindet, und das etwaige Verbot, den Behälter aufzufüllen, an.

Art. 39 - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Pläne der Anlage, die Bescheinigungen, die in den Artikeln 27 und 38 erwähnten Berichte zur Verfügung.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 40 - Der vorliegenden Erlass findet auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 finden der Artikel 14 und die Zeile 4 der Tabelle des Artikels 9 keine Anwendung auf die bestehenden Betriebe.

Art. 41 - Der Königliche Erlass über die Lagerung von verflüssigtem kommerziellem Propan- oder Butangas beziehungsweise verflüssigten Propan- oder Butangasmischungen in ortsfesten, ungekühlten Behältern wird, was die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Betriebe angeht, aufgehoben.

Art. 42 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 43 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1820

[2005/201989]

7 JULI 2005. — **Besluit van de Waalse Regering**

tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in « bulk »

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelede houders;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies 37.452/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de opslagplaatsen voor butaan- en/of propaangas en de mengsels ervan, samengeperst, vloeibaar gemaakt of opgelost onder een druk hoger dan 100 kPa of 1 bar in vaste ongekoelede tanks als het totale inhoudsvermogen van de tanks gelijk is aan 3 000 l of minder voor bovengrondse tanks en aan 5 000 l voor ingegraven tanks bedoeld in rubriek 63.12.07.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1^o tank : geheel bestaande uit een drukvat uitgerust met veiligheidsappendages en onder druk staande appendages zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Statens betreffende drukapparatuur;

2^o vaste tank : tank die bestemd is om gassen te bevatten en die gevuld wordt zonder verplaatst te moeten worden;

3^o bovengrondse tank : tank die geheel boven de omliggende grond ligt en waarvan het buitenomhulsel in contact komt met de lucht;

4^o ingegraven tank : tank waarvan het gehele buitenomhulsel in contact komt met de omliggende aarde, behalve de put;

5° opslag : opslag bestaande uit één of meer vaste tanks die gas bevatten;

6° opslagcapaciteit : de totale capaciteit in liter water van de opgeslagen tanks;

7° veiligheidszone : zone die zich verderop de tank uitstrekt en die afgebakend is door een cirkel van drie meter waarvan de veiligheidsklep of de inspectieput het middelpunt is;

8° veiligheidsomtrek : zone gelegen binnen een omtrek op drie meter afstand van de tank of de inspectieput;

9° veiligheidsscherm : scherm voor de bescherming van de opslagplaats tegen externe brand of tegen het aansteken van een gaswolk in geval van lekkage van de tank;

10° aangemelde instantie : instantie aangemeld overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 maart 1995 betreffende de erkenning van de instanties die aangemeld worden bij de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor de toepassing van bepaalde conformiteitsbeoordelingsprocedures;

11° externe dienst voor technische controle (EDTC) : dienst erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats;

12° installatie : geheel bestaande uit de tank, de buizen en appendages, met inbegrip van de afsluitkranen van de gebruikapparaten;

13° brandvrij materiaal : materiaal dat bij een genormaliseerde proef tijdens dewelke het aan een externe verwarming blootgesteld wordt extern geen noemenswaardige warmteontwikkeling vertoont;

14° bestaande inrichting : de inrichtingen die behoorlijk vergund zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt is door een vergunning verleend naar aanleiding van een aanvraag ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inrichtingen waarvan de vergunningsaanvragen ingediend worden tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Tanks die niet voldoen aan de voorschriften van artikel 2, 3° en 4°, zijn verboden.

Art. 4. § 1. Het is verboden tanks in afgesloten ruimtes te plaatsen, met name :

1° in een gebouw;

2° in een overdekte ruimte;

3° in kuilen;

4° binnen een ruimte afgesloten over meer dan de helft van de omtrek als ze in de veiligheidszone ligt en voorzover elke andere muur minstens 5 meter van de tank verwijderd is.

§ 2. Er mogen geen tanks op het dak van een gebouw geplaatst worden.

§ 3. Het is verboden tanks op elkaar te plaatsen. Bouwwerken of uitrustingen die niet nodig zijn voor de installatie, mogen niet loodrecht boven de tank aangebracht worden.

Art. 5. Elektrische installaties zijn verboden in de veiligheidszone.

Er kan echter afgeweken worden van het eerste lid op voorwaarde dat de artikelen 105 en volgende betreffende ontploffingsgevaar in ontplofbare gasatmosferen van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties worden nageleefd.

Elke bovengrondse tank wordt met de aarde verbonden om statische elektriciteitsontladingen af te leiden.

Afdeling 2. — Vestiging van de tank

Onderafdeling 1. — Bovengrondse tank

Art. 6. De tankappendages zijn voorzien van een niet-luchtdichte beschermingskap, behalve de veiligheidsklep en de peilstok.

Art. 7. De tanks zijn beschermd tegen zonnestrallen of tegen de straling van om het even welke warmtebron. Daartoe kan gebruik gemaakt worden van een terugkaatsende verf of oppervlakte.

De kleurtinten die voldoen aan de vereiste inzake zonnestrallen zijn : Wit RAL 9010, Lichtgroen RAL 6019, Aluminium RAL 9006.

Art. 8. De tank wordt op een horizontaal, stevig en onbrandbaar voetstuk geplaatst. De sokkel kan bestaan uit een horizontale plaat of uit twee horizontale dwarsbalken in beton die dik genoeg zijn om de stabiliteit van de tank te waarborgen.

In gebieden die onder water kunnen komen te staan, wordt de bevestiging van de tank in alle gevallen gewaarborgd, o.a. in geval van overstroming.

Art. 9. § 1. De horizontaal gemeten minimale veiligheidsafstand tussen de tanks en bepaalde plaatsen of uitrustingen wordt in onderstaande tabel vermeld :

Plaatsen en uitrustingen	Afstand in meters
Eigendomsgrenzen, grenzen van de openbare weg, van een rioleringsput, tunnel of put niet uitgerust met een gasafsluitersysteem.	3
Opening van lokalen zonder verbod van naakt vuur.	5
Bovengrondse opslag die in hoge mate brandgevaarlijk is.	10
Bovengrondse opslag die niet in hoge mate brandgevaarlijk is.	5

Bovengrondse opslagen die in hoge mate brandgevaarlijk zijn, zijn bovengrondse opslagen van brandbare producten waarvan de warmtestroom in geval van brand hoger is dan 8 kW/m^2 , alsook opslagplaatsen voor hout, papier, hars, synthetische of plantaardige vezels, verf, lijm, oplosmiddelen of elk fabrikaat die dergelijke stoffen bevatten.

Alle andere bovengrondse opslagen zijn bovengrondse opslagen die niet in hoge mate brandgevaarlijk zijn.

§ 2. In afwijking van de eerste paragraaf kan de veiligheidsafstand in rechte lijn worden berekend voor de openingen van lokalen zonder verbod van naakt vuur.

Art. 10. De afstanden bedoeld in artikel 9 kunnen verminderd worden als de tank en bovenbedoelde plaatsen en uitrustingen met een veiligheidsscherm gescheiden zijn, voorzover de afstand, gemeten door het scherm horizontaal te omzeilen, minstens gelijk is aan die vermeld in de tabel opgegeven in artikel 9.

De in artikel 9 bedoelde afstand tussen de tank en een opslagplaats die in hoge mate brandgevaarlijk is, mag echter niet minder dan 3 meter bedragen.

Art. 11. Het veiligheidsscherm bestaat uit metselwerk of beton, respectievelijk 18 en 10 centimeter dik, of uit andere materialen die even brandwerend zijn. Het gaat om een volledig scherm.

Het veiligheidsscherm is minstens 1,5 meter hoog en komt minstens 0,5 meter boven het bovengedeelte van de tank uit. De afmetingen van het scherm, met name de hoogte en de lengte, worden bepaald zodat de tank beschermd is tegen de warmtestralen van een eventuele brand.

Art. 12. Rondom de tank wordt voorzien in een vrije doorgang van minstens één meter.

Art. 13. De tanks zijn beschermd door grondstructuren of -reliëfs die elke botsing of schok met voertuigen kunnen voorkomen.

Gepaste voorzieningen beschermen de buizen tegen elke botsing.

Art. 14. De tank mag niet geplaatst worden onder een hoogspanningsluchtleiding zoals bedoeld in artikel 4 van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties.

Art. 15. Rioolkolken, rioleringen of aansluitingen op de riolering zijn verboden in de veiligheidszone van een tank, behalve als ze uitgerust zijn met een gasafsluiter waarvan de werking in alle omstandigheden gewaarborgd wordt.

Onderafdeling 2. — Ingegraven tank

Art. 16. De tank wordt bevestigd als volgt :

1° hij wordt d.m.v. metalen klemmen stevig vastgemaakt aan een star roosterwerk waarvan het gewicht volstaat om te voorkomen dat de tanks omhoog gaan wanneer ze leeg zijn. Elke gelijkwaardige techniek is toegelaten;

2° de doorgang van (zware) voertuigen boven de tank is verboden;

3° een laag aarde van minstens 50 cm bedekt de tank, uitrusting uitgezonderd.

Er kan van punt 3° afgeweken worden op voorwaarde dat een mechanische bescherming wordt aangebracht tussen de tank en de bodemoppervlakte. In elk geval mag de laag aarde niet dunner zijn dan 30 centimeter.

Art. 17. De tanks zijn uitgerust met een inspectieput.

Art. 18. De inspectieput en de appendages zijn vlot toegankelijk. Er wordt voorzien in een dekplaat of in een gelijkwaardige plaat om de appendages tegen schaden te beschermen.

Art. 19. § 1. De horizontaal gemeten minimale veiligheidsafstand tussen de kleppen en/of de vulopening van de tanks en bepaalde plaatsen of uitrustingen wordt in onderstaande tabel vermeld :

Plaatsen en uitrustingen	Afstand in meters
Eigendomsgrenzen, grenzen van de openbare weg.	3
Openingen van lokalen zonder verbod van naakt vuur.	5

§ 2. In afwijking van de eerste paragraaf kan de veiligheidsafstand in rechte lijn worden berekend voor de openingen van lokalen zonder verbod van naakt vuur.

Art. 20. De afstanden bedoeld in artikel 19 kunnen verminderd worden als de kleppen en/of de vulopening van de tank en bovenbedoelde plaatsen en uitrustingen met een veiligheidsscherm gescheiden zijn, voorzover de afstand, gemeten door het scherm horizontaal te omzeilen, minstens gelijk is aan die vermeld in de tabel opgegeven in artikel 19.

Art. 21. Het veiligheidsscherm bestaat uit metselwerk of beton, respectievelijk 18 en 10 centimeter dik, of uit andere materialen die even brandwerend zijn. Het gaat om een volledig scherm.

Het veiligheidsscherm is minstens 1,5 meter hoog.

Art. 22. Rondom de tank wordt voorzien in een vrije doorgang van minstens een meter.

Art. 23. Gepaste voorzieningen beschermen de buizen tegen elke botsing.

Art. 24. Rioolkolken, rioleringen of aansluitingen op de riolering zijn verboden, behalve als ze uitgerust zijn met een gasafsluiter waarvan de werking in alle omstandigheden gewaarborgd wordt.

Afdeling 3. — Bouw van de tank

Art. 25. § 1. De tanks die vervaardigd, in de handel gebracht en voor het eerst in gebruik genomen werden vanaf 29 mei 2002, voldoen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur.

§ 2. De tanks die vervaardigd, in de handel gebracht en voor het eerst in gebruik genomen werden vóór 29 november 1999, voldoen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders.

§ 3. De tanks die vervaardigd, in de handel gebracht en voor het eerst in gebruik genomen werden tussen 29 november 1999 en 28 mei 2002, voldoen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders of aan het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur.

§ 4. De wijzigingen van de originele kenmerken betreffende het ontwerpen en het gebruik van de tank zoals druk, temperatuur, vulniveau, kenmerken van de veiligheidsklep, gebruiksvoorwaarden voldoen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur.

Afdeling 4. — Montage en aansluiting van de buizen en appendages

Art. 26. § 1. De buizen en de appendages ervan die de tank met de afsluitkraan van elk gebruikstoestel verbinden, zijn onderworpen aan de voorschriften van de NBN norm D51-006 betreffende leidingen voor commercieel butaan of propan in gasfase op een werkdruk van maximum 3 bar. De installateur levert een attest voor de buizen overeenkomstig het model in bijlage B bij de norm NBN N51-006.

§ 2. In afwijking van de eerste paragraaf zijn de buizen die vóór de datum van inwerkingtreding van bovengenoemde norm NBN D51-006 aangelegd worden, gedekt door een attest bedoeld in artikel 17.8 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders of door het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur;

§ 3. De NBN D51-006 norm is van toepassing telkens als buizen en/of de appendages ervan gewijzigd worden.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie**Afdeling 1. — Inbedrijfstelling*

Art. 27. § 1. Vóór de inbedrijfstelling van de installatie laat de exploitant een EDCT controle uitvoeren op de volgende elementen :

1° de verklaring;

2° de aanwezigheid van een EG-label of een attest van goedkeuring van de tank overeenkomstig een norm bedoeld in artikel 25;

3° het attest voor de buizen of het attest bedoeld in artikel 26;

4° de veiligheidsafstanden bedoeld in de artikelen 9 en 19;

5° de aanwezigheid van een gebruiksaanwijzing voor de tank zoals vereist bij het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur;

6° de uitvoering van een dichtheidstest op van de installatie overeenkomstig artikel 9.2.2. van de NBN norm D51-006;

7° de inachtneming van de voorschriften bedoeld in de artikelen 8 en 16

§ 2. De installatie wordt in bedrijf gesteld en de tank krijgt zijn nuttige gaslading na afgifte van het verslag waaruit blijkt dat de voorschriften bedoeld in de eerste paragraaf in acht genomen worden.

Art. 28. De exploitant laat de installatie van de ingegraven tank door een EDCT nakijken, meer bepaald :

1° de beschermingslaag van de tank;

2° de juiste plaatsing van de eventuele anodes;

3° de bevestiging van de tank;

4° de bedekking van de tank met aarde.

Afdeling 2. — Onderhoud

Art. 29. De exploitant dient de installatie in goede staat te houden en elk defect te herstellen. Hij moet namelijk :

1° alle overwoekerende vegetatie uit de installatie verwijderen;

2° de beschermingsbekleding van de bovengrondse tanks bedoeld in artikel 7 in goede staat houden;

3° de in de gebruiksaanwijzing vereiste voorschriften naleven zoals vereist krachtens het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur;

4° de veiligheidskleppen enkel ter bescherming van de tank gebruiken.

Art. 30. Elke tussenkomst op de installatie wordt uitsluitend aan bevoegd personeel toevertrouwd.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 31. Elk gaslek wordt onmiddellijk verholpen. Insgelijks wordt de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk in kennis gesteld van elke beginnende brand.

Art. 32. In de veiligheidsomtrek is het verboden :

- 1° te roken, vuur te stoken, meer bepaald voor barbecues, en toestellen met vlam of naakt vuur te gebruiken;
- 2° ontvlambare of brandbare producten op te slaan;
- 3° droog gras en struikgewas te laten groeien.

Art. 33. In de veiligheidszone is het verboden elektrische apparatuur en gsm's te gebruiken die niet beveiligd zijn tegen ontplofbare atmosferen.

Art. 34. Het uitgangsventiel van de tank wordt gesloten als er werken in de veiligheidszone uitgevoerd moeten worden.

Art. 35. De gevaren m.b.t. de gassen en de gebruikelijke voorzorgsmaatregelen worden duidelijk aangegeven d.m.v. een pictogram dat op z'n minst op de tank wordt aangebracht en steeds zichtbaar is vanop de hoofdtoegangsweg.

HOOFDSTUK V. — *Controle en toezicht*

Art. 36. De exploitant laat de werking van de installatie door een EDCT nakijken. De controle wordt minstens om de vijf jaar en na elke herstelling van de installatie uitgevoerd.

Bij de uitvoering van de controle vergewist de exploitant zich ervan dat de EDCT :

- 1° nagaat of de veiligheidsomtrek vrij is van ontvlambare of brandbare producten;
- 2° nagaat of de appendages van de tank geen lekken vertonen en de algemene toestand van het zichtbare gedeelte van de installatie controleert;
- 3° zich ervan vergewist dat alle wijzigingen die eventueel aan de installatie werden aangebracht aan de artikelen 25 en 26 voldoen;
- 4° de veiligheidsvoorzieningen controleert.

De veiligheidskleppen worden minstens om de 10 jaar vervangen en/of herijkt;

5° de externe corrosie van de bovengrondse tanks en bovenleidingen opspoot;

6° nagaat of de veiligheidsafstanden bedoeld in de artikelen 9 en 19 in acht genomen worden;

7° de dichtheid van de installatie inzake dienstdruk uittest. Op zijn verzoek wordt de controle aangevuld met een waterdrukprouf of met het onder druk zetten met inert gas;

8° nagaat of de volgende documenten voorhanden zijn :

- a) de verklaring;
- b) een EG-label of een attest van goedkeuring van de tank overeenkomstig een norm bedoeld in artikel 25;
- c) het attest voor de buizen of het attest bedoeld in artikel 26;

d) de gebruiksaanwijzing voor de tank zoals vereist bij het koninklijk besluit van 13 juni 1999 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 mei 1997 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende drukapparatuur.

Art. 37. De exploitant laat de eventuele kathodische beveiliging door een EDCT nakijken.

Art. 38. § 1. Bij elke controle eist de exploitant van de EDCT een geschreven verslag over de voorschriften bedoeld in de artikelen 15 en/of 16 en de resultaten ervan.

§ 2. De EDCT maakt in zijn verslag gewag van vastgestelde gebreken en legt de termijn vast waarbinnen de tank nog veilig gebruikt kan worden vooraleer aan een nieuwe controle onderworpen te worden.

§ 3. In geval van ernstige tekortkoming die een rechtstreekse weerslag kan hebben op de veiligheid van de locatie en de buurt, maakt de EDCT een afschrift van zijn verslag over aan de exploitant van de tank en aan de toezichthoudende ambtenaar.

De EDCT vermeldt de aan de installatie eventueel uit te voeren werken, de termijn voor de uitvoering ervan vooraleer ze aan een nieuwe controle onderworpen wordt, alsmede het eventuele verbod de tank te vullen.

Art. 39. De exploitant legt de plannen van de installatie, de attesten, de verslagen bedoeld in de artikelen 27 en 38 ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 40. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid zijn artikel 14 en de vierde regel in de tabel van artikel 9 niet van toepassing op bestaande inrichtingen.

Art. 41. Het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders wordt opgeheven wat betreft de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

Art. 42. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 43. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN